

tiques, en se concentrant sur trois enjeux majeurs : le rapport entre les mesures et les valeurs, le recours à la pluralité de la démocratie pour engager les citoyens dans la transition du bien-être et de la soutenabilité et enfin sur le rôle central des territoires. C'est un ouvrage d'une actualité poignante.

L'ouvrage d'Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux a le mérite d'élargir les horizons de la science économique en procédant à un agencement judicieux entre indicateurs économiques classiques et indicateurs du développement humain. Ils ouvrent ainsi un débat constructif et utile pour clarifier et enrichir les notions de croissance et d'emploi.

La gouvernance : entre le citoyen et le politique
Hatem M'rad
L'Harmattan, (Logiques juridiques), 2015
220 p. -23 €

La gouvernance est-elle devenue un nouvel ordre politique ? Est-elle un approfondissement des pratiques démocratiques dans les vieilles démocraties post-industrielles ? Est-elle la manifestation de l'ère des sociétés civiles ? Une revanche de l'individu sur le pouvoir politique ? La revanche des réalités concrètes vécues par les citoyens en proie aux difficultés socio-économiques qui ne croient plus aux programmes politiques généraux, électoralistes des partis et des pouvoirs politiques ? Mais *a contrario*, la gouvernance n'est-elle pas aussi un appel aux sociétés civiles émanant des pouvoirs centraux et des organismes internationaux pour obtenir en quelque sorte un quitus, un certificat de légitimité de leurs décisions, une couverture sociale en quelque sorte, un « trompe-l'œil » ?

Hatem M'rad, professeur de science politique, tente de répondre à ces interrogations en analy-

sant les différents aspects de la gouvernance et sa portée réelle.

La gouvernance s'impose actuellement à l'échelle universelle. Même les pouvoirs les plus autoritaires ne peuvent l'ignorer et sont tenus de compter avec elle.

La politique ne peut plus se concevoir ou se définir sans l'association des citoyens, des groupes sociaux, des acteurs de la société civile et du marché.

La mondialisation a amplifié « l'effet citoyen » en dehors du territoire national. « Les enjeux multidimensionnels provoqués par la mondialisation, l'internet, les nouveaux modes de communication, nécessitent un « nouvel ordre politique, pragmatique loin des surenchères idéologiques » souligne l'auteur.

Mais l'importance grandissante de la place du citoyen dans les sociétés démocratiques modernes et même moins avancées, ne signifie pas pour autant l'éclipse du pouvoir politique. Elle n'a pu remettre en cause l'essence du politique, toujours présent pour régler les conflits, maintenir l'ordre, résoudre les crises. La gouvernance est donc la conciliation entre ces deux mondes. « Elle condamne le citoyen et le politique à cohabiter pacifiquement et démocratiquement pour que l'État puisse gagner en efficience. La gouvernance devrait être favorable à une meilleure participation des acteurs sociaux aux décisions politiques » affirme Hatem M'rad.

Telle est l'orientation de cet ouvrage qui pose comme socle une gouvernance en tant que mode de cohabitation du citoyen et du politique et s'articule autour de trois axes : un nouveau lien effectif établi entre le citoyen et le politique, au niveau de l'État, dans le cadre de la transition démocratique et à l'échelle mondiale.